

Le budget

de ses effets sur les générations futures, et dit qu'il ne faut pas leur léguer des dettes. Nous sommes tous d'accord là-dessus.

Cependant, nos enfants font face à d'autres problèmes. Combien d'enfants sont mal logés et combien d'entre eux vivent dans des logements insalubres en plein centre-ville? Combien de nos enfants inhalent encore des vapeurs de colle dans les réserves indiennes du nord du Manitoba? Combien d'enfants au Canada risquent de voir leur père et leur mère sans travail cesser de toucher leurs prestations d'assurance-chômage? Leur seule chance de trouver un emploi est peut-être de déménager à Toronto, Montréal ou Vancouver, et ces enfants n'auront pas la chance de grandir dans leur propre région.

On ne peut pas envisager la question du déficit uniquement en termes financiers. Il faut tenir compte d'écarts et de vides énormes, de notre avenir gravement hypothéqué sur le plan de l'environnement, des conditions de vie dans nos villes, des conditions de vie sociale auxquelles nos enfants font face.

Quand nous parlons d'un million d'enfants vivant dans la pauvreté, nous parlons d'un million de tragédies individuelles. Plus que ça, ce sont les enfants qui devraient être les ingénieurs, les scientifiques, les médecins, les politiques et les journalistes de demain et qui ne parviendront jamais à le devenir, qui ne parviendront même jamais à la ligne de départ, parce que nous réduisons les dépenses nécessaires à leur éducation, à leur santé et à leur logement.

• (1530)

Notre pays va avoir désespérément besoin à l'avenir de jeunes très bien formés et très compétents. Mais si, dès le départ, les enfants n'ont pas la chance de se développer faute de bonnes garderies, d'aide et de centres de traitement et de détresse, qui sont tous menacés par ce budget, notre pays sera aux prises avec le pire déficit de tous, soit une pénurie de talents, de créativité et d'ambitions. Voilà le véritable déficit dont le budget ne nous protège nullement. Ce budget est un échec lamentable, car il ne tient aucun compte de la réalité fondamentale de notre pays.

Cette année, les Nations Unies ont ratifié la Déclaration des droits de l'enfant. Nous avons participé à la rédaction de cette déclaration, qui prévoit notamment que les États signataires de cette convention reconnaissent le droit de tous les enfants à un niveau de vie propice à leur développement physique, moral, mental et social.

Nous ne faisons pas le poids. Le budget n'est pas à la hauteur. Ce que nous offrons aux Canadiens, c'est une autre solution, un meilleur choix, une autre façon de diriger le pays à la recherche de solutions à ses problèmes économiques et sociaux.

Telle est la vraie tâche à laquelle les Canadiens doivent s'atteler. Et ce n'est pas ce budget qui va leur faciliter les choses. Nous, libéraux, sommes prêts à bien accomplir ce travail dès qu'on nous en donnera la chance.

Mme Finestone: Madame la Présidente, je me réjouis vivement d'entendre mon collègue mentionner l'une des valeurs fondamentales et des perspectives d'avenir du Canada qui semblent manquer dans l'optique conservatrice actuelle.

Le budget verbeux et mal conçu qu'on nous a présenté est plein de failles et de lacunes. Je voudrais que mon collègue, lui qui vient de parler des enfants et de leur avenir, nous dise quel sort il pense que nous réservons à ces enfants, puisqu'il n'est nulle part question de l'environnement dans ce budget, et quelles sont, à son avis, les risques que ne laissons pour tout héritage à nos familles et à nos petits-enfants un environnement dégradé et une société mal en point.

M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Madame la Présidente, je remercie la députée de Mount Royal d'avoir soulevé cette question. Comme je l'ai mentionné dans mes remarques préliminaires, on pouvait s'attaquer aux problèmes de notre pays d'autres façons.

Nous en avons eu l'occasion pourtant! Nous avons eu la Commission Brundtland, il y a maintenant trois ans. Nous avons eu un sommet qui s'est tenu à Toronto, il y a deux ans, où tous les pays industrialisés ont convenu de s'efforcer de réduire la norme des émissions de combustibles fossiles et de gaz carbonique dans l'air. Nous savons que, d'ici 10 à 20 ans, notre planète ne sera qu'un vaste égout, à moins que le Canada et le monde entier ne prennent des mesures radicales. Ce serait l'une des choses dont hériteraient nos enfants.

L'une des mesures envisagées par la Commission Brundtland et dont il est question depuis est d'instituer un «impôt écologique». Le ministre des Finances dit avoir besoin d'argent. Pourquoi ne pas taxer les pollueurs, alors? Pourquoi ne disons-nous pas à ces sociétés dont les pratiques nuisent à l'environnement qu'elles n'obtiendront plus les subventions, les abattements et les déductions dont elles bénéficient actuellement, et pourquoi le gouvernement n'épargne-t-il pas ces sommes considérables tout en soumettant aux saines pressions du